

Accommodements raisonnables : l'alibi des lâches



C'est le genre de paradigme que vous trouvez régulièrement dans les colonnes de journaux ou dans les débats publics entre spécialistes ou politiques dès qu'un problème paraît insurmontable.

Ici il faut être clair, ce n'est pas le problème qui est insurmontable, c'est le politique ou le spécialiste qui ne veut pas le surmonter.

Il y a du Munich et du Vichy dans une telle expression qui préfigure la capitulation complète.

Quand vous avez un fonctionnaire, un politique ou un membre d'agence de l'état ou de conseillers qui vous propose un « accommodement raisonnable » avec le coranique et son idéologie ignominieuse de tortionnaire, vous pouvez raisonnablement penser que les sacs de billets du Qatar ou

d'un autre pays musulman ont été livrés au domicile de la classe de décideurs français comme cela arrive à Bruxelles.

Si on se lance à corps perdu dans le jeu du « ce qu'en aurait pensé » un personnage historique de la lâcheté politique actuelle, il est roboratif pour un patriote de s'imaginer ce qu'aurait pensé le Général de Gaulle à Londres si Churchill lui avait proposé un « accommodement raisonnable » avec Hitler : c'est sûr que le Général confisquait d'office la flasque de whisky à Sir Winston et le mettait au régime sec en même temps qu'aux arrêts de rigueur pour défaitisme.

Si aux Juifs sortant d'Auschwitz ou de Mauthausen on leur avait signifié qu'il ne fallait pas juger les allemands pour cause d'« accommodements raisonnables », ces derniers auraient été abasourdis de voir que les traitements qu'ils avaient subis n'étaient que des détails de l'Histoire qui ne méritaient aucune considération, et la famille Klarsfeld perdait plus qu'un fonds de commerce, sa raison de survivre.

Tenez, plus récent, peut-on exiger des Yazidis génocidés par des musulmans un « accommodement raisonnable » avec ces derniers, peut-on exiger des Iraniennes un « accommodement raisonnable » avec les coraniques qui les tabassent à mort, ou exiger des Afghanes qu'elles consentent un « accommodement raisonnable » avec leurs bourreaux ici aussi et encore musulmans ?

C'est pourtant le message que véhicule le journal « L'équipe » dans un de ses articles concernant le basket français confronté aux attaques et dérives musulmanes dans ce sport, comme dans tous les domaines de la société :

<https://www.fdesouche.com/2023/02/05/basket-comme-dans-le-foot-le-voile-islamique-avance-malgre-le-reglement-en-semant-la-discorde-voire-les-menaces-de-mort-lequipe-visiteuse-ne-repond-rien-car-elle-a-peur-de-se-faire-mole/>

Il est des motifs de morale pervertie aux « accommodements

raisonnables » qui sonnent comme la capitulation que j'évoquais plus haut, qui ne servent qu'à masquer les motifs réels :

« Comme en Île-de-France, où les clubs peinent à trouver leurs marques au gré d'accommodements raisonnables tolérés par les uns et refusés par les autres. Au niveau départemental, des responsables de comité ont sciemment décidé, depuis des mois, de se mettre hors des clous, en transmettant des consignes orales de non-application du règlement. Certains dirigeants agitent également un spectre sécessionniste, au motif d'une inclusion bafouée ».

Motif fallacieux de morale pervertie, cette fausse angoisse de passer pour non inclusif qui est servie au lecteur grand public.

Motif réel, la peur, la trouille comme l'indique une source autorisée, mais sur laquelle le Président de la FFB refuse de répondre, par épouvante de l'égorgement probablement :

« la Fédération a également tenu à « condamner fermement les menaces reçues ces dernières semaines par des dirigeants, des arbitres et autres bénévoles [...] qui s'appliquent à faire respecter les principes généraux de la République sur lesquels la fédération appuie ses règlements ».

Des sources évoquent même la réception de « menaces de mort ». Contacté, Jean-Pierre Siutat, le président de la FFBB, n'a pas donné suite à nos demandes. Tout comme il n'a pas souhaité s'exprimer sur les conséquences d'un récent incident qui est venu aggraver un contexte déjà brûlant ».

Ici nous rejoignons le phénomène que certains croient découvrir mais qui touche toute la société française dont l'Education Nationale depuis 20 ans au bas mot où ce sont tous les rectorats, tous les profs, y compris le Ministre qui ont la trouille de nommer le mal et surtout de l'éradiquer.

La Cour des Comptes vient de constater que le métier d'enseignant n'est plus attractif, avançant que le

comportement des élèves « serait le premier facteur de la crise de recrutement » :

<https://www.fdesouche.com/2023/02/04/la-cour-des-comptes-constate-une-degradation-rapide-de-lattractivite-du-metier-denseignant-la-gestion-du-comportement-des-eleves-serait-le-premier-facteur-de-la-crise-de-recrutement/>

Et ladite Cour de nous sortir des phrases sibyllines ou hors sujet pour éviter de nommer le mal, probablement pour apparaître inclusive, mais en réalité cet évitement ne fait que montrer sa trouille bleue à décrire les vérités alors que son rôle normal est de faire le bilan impartial d'une situation, de nommer exactement ce qui pêche et d'en proposer remède radical.

Quand une institution prétendument émérite dans ses rapports critiques de la gouvernance du pays se permet d'abandonner son rôle d'analyste pour le bien public, on est bien à l'aube de mai 1940 et de Montoire :

« Ce sont les conditions d'exercice du métier qui inquiètent les étudiants. Ils se préoccupent particulièrement des difficultés rencontrées avec les élèves et de la gestion de leur comportement. L'image dévalorisée du métier arrive en deuxième position dans les facteurs de rejet ».

Nous sommes ici face au type de phraséologie inclusive globalisante apprise par cœur dans tous les séminaires ministériels et aux universités d'été des partis politiques de la doxa, le problème ce sont « les jeunes et leur comportement général », comme si toute une génération était devenue subitement totalement ingérable, et jamais nos décideurs ne veulent entrer dans le détail des ethnies qui composent le groupe global « les jeunes », laissant ainsi dans l'ignorance la plus totale le citoyen, qui pourtant paie des impôts et finance tout ce gâchis.

Pas un mot sur Samuel Paty, sur Didier Lemaire et sur les attaques généralisées de l'institution scolaire par les musulmans :

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/les-atteintes-a-la-laicite-a-l-ecole-sont-largement-sous-estimees-20221214>

<https://www.enfancejeunesseinfos.fr/hausse-des-atteintes-a-la-laicite-des-chiffres-qui-interrogent/>

Une Cour des Comptes qui se pique d'objectivité pour examiner les considérants qui président à la totale désaffectation et disqualification du métier d'enseignant auprès des jeunes étudiants qui n'ont plus le sacerdoce, et se permet dans sa grille d'analyse d'oublier totalement le problème mahométan dans la faillite totale du pays en ne rédigeant pas un seul paragraphe sur l'assassinat par un musulman Tchétchène de Samuel Paty qui pourtant, on pardonnera le jeu de mot mais il est de circonstance, a dû bien refroidir nombre de vocations chez ceux qui avaient dans l'idée de devenir profs, ou sur les déconvenues, maintenant publiques, d'un Didier Lemaire dans une ville infestée de coraniques qui transpirent la haine de l'école laïque et la haine du français blanc de souche, ou du LGBT comme on l'a vu aux Mureaux, par tous les pores de la peau, suffit à démontrer que ce sont tous les organes de l'état, du plus petit échelon jusqu'au plus haut, qui sont complètement gangrenés par la trouille, vermoulus et prêts à s'effondrer.

Pourtant la chute de la maison France s'explique aisément : quand un prof pouvait enseigner il y a encore 40 ans que la terre est ronde et illustrer les religions par des images sans risquer de se faire égorger, maintenant il est tenu par la pétoche inouïe de ne pas offusquer le musulman dans ses croyances. Ce retour obligé à l'obscurantisme sous peine de mort est bien ce qui empêche les vocations, et non tout cet habillage bien-pensant du discours de la Cour des Comptes qui falsifie les vrais empêchements.

Je vous le dis, ça sent la capitulation plein nez cette réalité-phobie, quand toutes les infrastructures politico-administratives, à tous les niveaux, d'un pays pète de frayeur, vous pouvez dire qu'on n'est pas loin de la débandade

de 1940.

Reste l'armée avancent certains, pétris de l'espoir de ceux qui se rendent à Lourdes, mais ceux-ci rêvent debout, tout l'état-major français qui bombe le torse sur les Champs Elysées le 14 juillet pète de frousse également.

Seuls les soldats de terrain seraient capables d'initiative avec les moyens d'exterminer le mal, c'est donc eux qu'il faut travailler, les convaincre que c'est toute la France qui est en danger grave déjà colonisée avec la veulerie des politiques qui ont littéralement livré traitreusement le pays à l'ennemi contre des sacs de billets.

Pour préparer 2027, il va être stratégique de réhabiliter dans l'espace médiatique et public tous les jours ces appels des miliaires qui sont prêts à prendre les armes puisque la police-justice sont devenus les soldats perdus qui se débandaient en mai 40, déjà prêts à Kollaborer avec l'occupant.

Car le paradoxe est têtue, c'est bien une idéologie de haine à laquelle la France a affaire, et non à une religion d'amour, de paix et de tolérance quand on n'a comme moyen d'expression que la menace de mort tous azimuts en tous lieux en tous instants.

Il n'y a que des capitulars munichois capables de croire qu'il s'agirait réellement de spiritualité. Et il y en a autant qu'en 1940, des capitulars, dans la France de 2023.

Jean d'Acre